

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 18 OCTOBRE 1979 - N° 975

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Paris :
inauguration
d'une plaque
à la mémoire
de Zhou Enlai

LIRE EN PAGE 5

Budget 1980 :
le mythe
de l'égalité
devant l'impôt
vole en éclats

LIRE EN PAGE 2

PS : derrière
les grands mots,
la course
au pouvoir

LIRE EN PAGE 4

Dans
Le Quotidien
du Peuple
du samedi
20 octobre

Notre dossier
Les risques sismiques
sont-ils pris en compte
dans l'installation
d'une centrale
nucléaire ?

Entretien avec Haroun Tazieff

La politique
de défense
de la France :
la montée
des dangers de guerre

Massive opération coup de poing 2 000 d'Alsthom occupent la gare de Belfort

LIRE EN PAGE 8



La mobilisation se maintient à Saint-Ouen malgré la répression patronale.

Alsthom Saint-Ouen
LA DIRECTION ASSIGNE
12 DELEGUES EN REFERE

LIRE EN PAGE 3

RAZ-DE-MAREE SUR LA COTE D'AZUR

Selon les dernières informations, le raz-de-marée qui s'est abattu mardi à 14 h sur la Côte d'Azur, a fait au moins 10 morts ou disparus.

C'est à Nice que le bilan est le plus meurtrier, là où s'est effondrée une longue digue en construction, en prolongement des pistes de l'aéroport. Neuf travailleurs ont été emportés à la mer, avec leurs engins, camions et bulldozers.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, deux questions restent posées : quelles sont les causes exactes de ce raz-de-marée, et dans quelles conditions de sécurité travaillaient les ouvriers sur la digue.

Plusieurs délégués syndicaux font état du fait, que les conditions de travail étaient extrêmement précaires, dans la mesure où la digue était minée par les récentes pluies diluviennes qui se sont abattues sur cette région.

De plus, ils n'avaient même pas la possibilité d'être secourus rapidement, s'ils tombaient à la mer : la barge qu'ils avaient demandée, il y a plus d'un mois leur avait été refusée.

Bien des passions vont se déchaîner ces jours-ci à l'Assemblée Nationale. On y discute en effet des impôts. Au-delà du dédale des mesures techniques, la discussion aura deux enjeux : d'une part, et ce n'est pas négligeable, déterminer ce que sera le montant de nos impôts, directs et indirects, l'an prochain ; d'autre part, il s'agira pour les partis présents au Parlement de rivaliser dans la «défense» des «contribuables», ceux-là même qui sont aussi des électeurs.



Le bureau d'une perception : 19 entreprises sur 20 échappent à tout contrôle fiscal

BUDGET 1980 LE MYTHE DE L'EGALITE DEVANT L'IMPOT VOLE EN ECLATS

Par Nicolas DUVALLOIS

Il est des mots-clefs dans le vocabulaire de la politique bourgeoise. Le mot «électeur», par exemple, conçu comme une entité au-dessus des classes. Le mot «contribuable» aussi. «Ce sont les contribuables qui paient», «encore une fois ce sont les contribuables qui feront les frais de l'opération», autant de rengaines répétées inlassablement dans les partis bourgeois, ceux de droite notamment. En marge de ces partis, la notion de «contribuable» a même servi de ciment à des mouvements réactionnaires, tels que les poujadistes d'antan, ou le «rassemblement des usagers et contribuables» (RUC) aux législatives de 1978. La gauche social-démocrate, pour plus nuancée qu'elle soit, n'en reste pas moins dans

tres, mais comme une entité, à part, a pour charge de faire fonctionner la collectivité nationale, et d'oeuvrer à son équipement ; l'argent dont il a besoin pour effectuer ces tâches lui vient de l'ensemble des citoyens, chacun d'eux payant selon son revenu. Tous les Français sont présentés comme égaux devant l'impôt, avec tout au plus quelques corrections à apporter de temps à autre sur la pression fiscale de chacun, selon l'évolution des revenus des différentes catégories de la population. Le parlement a sa place dans ce tableau idyllique : il a pour rôle de contrôler l'utilisation des fonds de l'Etat, au nom des «contribuables» qu'il représente. On s'en doute, la réalité est toute autre.

tenir» certains secteurs comme le bâtiment.

En 1974, le total des «prélèvements obligatoires», c'est-à-dire le total de ce qui est prélevé obligatoirement par l'impôt sur le revenu, les cotisations sociales, ou les impôts locaux, s'élevait à 35 % du revenu. En 1980, ce total des prélèvements obligatoires s'élèvera à 41 % du revenu. Sur 1000 francs de revenu, l'Etat prélève 410 francs. Il ne s'agit là que d'une moyenne qui inclut aussi bien les patrons que les ouvriers, mais une moyenne qui indique cependant combien a augmenté la pression fiscale. Encore faut-il préciser qu'il n'est ici question que des prélèvements obligatoires. La TVA, l'impôt que l'on paye en achetant chaque produit, n'est pas inclus dans ce total : il n'est pas «obligatoire» d'acheter.

succession. C'est le cas aussi des trois articles qui suppriment les exonérations sur certains biens, fonciers ou immobiliers, acquis dans des conditions précises.

Bataille aux enjeux mineurs, et qui ne concerne en rien les travailleurs. Mais bataille qui illustre bien les contradictions

auxquelles doit faire face le pouvoir : pour mener à bien sa politique d'«ouverture», il se doit de réduire quelques privilèges fiscaux par trop marqués. Mais ce faisant, il s'en prend à ceux qui sont les électeurs de la majorité, et donc aux partis qui les représentent. Comme disait un ministre, «c'est le dosage qui compte».

FRAUDE FISCALE : 5 000 MILLIARDS DE CENTIMES EN 1979

L'égalité devant l'impôt est un mythe. Seul l'impôt sur le revenu, le plus «égalitaire» échappe en partie à cette vérité, dans la mesure où il corrige, dans des proportions certes minimes, les écarts initiaux. Prenons l'exemple de deux ménages ayant chacun deux enfants : l'un des ménages a un revenu de 50 000 F par an, l'autre a un revenu dix fois supérieur, 500 000 F. En 1979 (impôt calculé sur les revenus de 1978), le premier ménage aura payé 1 478 F d'impôt, le second 146 453 F. Cent fois plus ! Ecart énorme, mais qu'il faut relativiser. En constatant que si l'écart des revenus bruts étaient de 1 à 10, il n'en reste pas moins de 1 à 7 après «correction» par l'impôt.

Mais il ne s'agit là que de calculs théoriques. Il existe en réalité deux catégories de «contribuables» : ceux dont les revenus sont déclarés par un tiers (l'employeur en général), et ceux qui ont la possibilité de dissimuler tout ou partie de leurs revenus, en jouant sur les multiples arcanes de la procédure fiscale, quand il ne s'agit pas purement et simplement de fraudes. Et le bon sens populaire le sait bien : ce sont les riches qui peuvent frauder.

Une étude réalisée par le Conseil des Impôts vient de révéler quelques faits ahurissants : en 1971, près de 2 millions et demi de «foyers fiscaux» ont dissimulé une partie de leurs revenus. 22 % de l'ensemble des contribuables ! Mais précisons les chiffres. Seuls 18 % des salariés ou des pensionnés dissimulent une partie de leurs revenus. Mais 50 % des contribuables ayant un revenu foncier en dissimulent une partie. Et le taux monte à 78 % lorsqu'il s'agit des bénéficiaires industriels et commerciaux soumis au régime du bénéfice réel, et à 85 % lorsqu'il s'agit des bénéficiaires des professions non libérales. Sur la base de cette étude, le ministère du budget a effectué un calcul, à usage interne : en 1979, le montant de la fraude s'est élevé à la bagatelle de 50 milliards de francs, nouveaux bien sûr.

Sur ces 50 milliards de fraude, 27,5 proviennent de l'impôt sur le revenu, 11 milliards de la TVA, et 11,5 milliards de l'impôt sur les sociétés.

Si l'on veut bien admettre que ce ne sont pas les travailleurs qui fraudent — on ne voit d'ailleurs pas bien l'ampleur des sommes qu'ils auraient à dissimuler —, on constate que ce sont bien «les riches», qui se débrouillent pour échapper à l'impôt. Sans grands risques : sur 14 millions de contribuables, 12 à 13 000 seulement sont l'objet d'une enquête. Et sur les 800 000 sociétés qui existent en France, moins de 40 000 verront la visite des inspecteurs du fisc.

Qui paie l'impôt ?

	1965	1977
Agriculteurs	2,6	2,9
Industriels	6,1	2,5
Artisans	7,8	3,2
Commerçants	17	10,1
Professions libérales	13	7,4
Cadres	30,8	38,9
Ouvriers/employés	13,2	19,5
«Inactifs»	8,3	13,4

Il s'agit du pourcentage versé par chaque catégorie socio-professionnelle (définies par le Conseil des Impôts). On constate que la part des ouvriers et des cadres croît sensiblement, tandis que diminue celle des industriels et des commerçants.

la même problématique : elle prétend défendre les «petits contribuables».

L'impôt est au service d'une politique.

Tous égaux devant la loi ?

On le voit, l'impôt — la contribution, directe ou indirecte, ne joue pas seulement une fonction économique, celle d'alimenter les caisses de l'Etat. Derrière le mythe de l'impôt se cache aussi le mythe de l'Etat au-dessus des classes, financé par l'ensemble des citoyens. L'Etat, présenté non pas comme l'instrument du pouvoir d'une classe sur les au-

Pression fiscale accrue

Déterminé par le gouvernement, le taux des impôts, et finalement la part que chacun verse, est fonction des orientations gouvernementales. Même avec le déficit de 31 milliards de francs annoncé pour 1980, la pression fiscale sera nettement accrue l'an prochain, le gouvernement Giscard-Barre ayant fait le choix de grossir les dépenses de l'Etat, notamment pour «sou-

Escarmouches autour d'électeurs contribuables

La connotation politique de l'impôt est encore plus nette si l'on examine ce qui va se passer à l'Assemblée nationale dans les jours qui viennent. Cinq articles du projet de recettes vont être en effet l'objet de rudes batailles, entre le gouvernement et le RPR notamment. La commission des finances a tout d'abord repoussé le barème de l'impôt sur le revenu pour 1980. Non pas qu'elles estiment que les augmentations prévues pour les travailleurs soient trop lourdes : au contraire, elle se plaint des «attaques» (sic) contre les gros revenus.

Dans la même logique, le RPR et certains UDF partent en guerre contre quelques réformes qui provoqueraient un alourdissement des charges pour les riches. C'est le cas de la modification des «contrats» d'assurance vie à prime unique, qui permettraient de souscrire à quelques mois du décès un contrat dont le capital échappe aux droits de

LUTTES OUVRIERES

Alsthom Saint-Ouen 12 TRAVAILLEURS DEVANT LE TRIBUNAL DE BOBIGNY, MERCREDI 17

9 jours de lutte aux usines Alsthom de Saint-Ouen. La journée de lundi, fort positive avait vu le renforcement de l'occupation, et un nombre accru de grévistes. C'est aussi lundi qu'a été prise la

décision de créer un comité de grève en vue d'associer largement les travailleurs au mouvement ; où en était-on mardi ?

La seconde journée de la semaine a vu l'élaboration et la distribution d'un tract, qui est un appel à mettre sur pied rapidement le comité de grève, forme d'organisation décidée en assemblée générale. La veille, les travailleurs étaient appelés à élire leurs représentants au sein du comité de grève qui comprendra 25 travailleurs désignés par leurs camarades et 25 représentants des syndicats. C'est donc très prochainement que le comité de grève doit commencer à fonctionner.

Nous y reviendrons bien sûr. La journée de mardi a, par ailleurs, vu la direction poursuivre nettement son attitude répressive, direction qui assignait ce mercredi 12 délégués devant le tribunal des référés de Bobigny.

Les manœuvres d'intimidation de la direction et des cadres contre les grévistes — notées déjà vendredi dernier et ce lundi — commençaient d'ailleurs



dès le mardi matin : l'on a pu entendre cette fois des discours qui se voulaient démobilisateurs en direction des travailleurs, notamment au piquet de grève, à la porte située en face de la mairie. Selon un travailleur, les cadres se sont essouffés à expliquer qu'il était illusoire de croire

vaincre l'Alsthom, et que la seule conséquence de la grève actuelle serait de faire perdre des commandes au trust et donc de rentier sur l'emploi à terme ! Bref, à les écouter, les grévistes n'auraient plus qu'à reprendre le chemin du travail sans rien avoir obtenu.

Parallèlement à cette offensive, on a pu voir tout l'après-midi de mardi, la direction flanquée d'un huissier, et d'un immense appareil photo muni de pieds gigantesques, tenter de prendre en photo les travailleurs des piquets de grève installés notamment à la porte de la mairie de

**non aux lois
barre-bonnet-stoléru
français-immigrés
SOLIDAIRES**

MEETING

LE 26 OCTOBRE à 20 heures à la MUTUALITE
24 rue St-Victor Paris 5^e Métro Maubert-Mutualité

organisé par
**le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste
et le Parti Communiste Marxiste Léniniste**

avec

- interventions de travailleurs sur la construction de l'unité Français-immigrés
- chants et musique :
le groupe antillais MOUN'KIKI
chants révolutionnaires de Kabylie avec IMAZIREN IMULA
- projection du film *Voyage en capital* de Ali Akiba

ضد القواعد بار-بوني-ستولرو
فرسيب-مهاجرين متضامين

St Ouen et à l'entrée des Bateliers face à la Centrale Thermique de la ville. L'huissier était évidemment là pour essayer de réunir des preuves tendant à montrer que les travailleurs empêchaient le libre accès à l'usine avec leur occupation ; tout cela en vue de la séance du tribunal de mercredi matin où la direction de l'Alsthom entendait sans doute expliquer que la grève avec

occupation avait été votée par une minorité. On comprend sa hargne, elle qui lundi, n'a pu réunir les «nombreux non-grévistes» qu'elle espérait regrouper, après la lettre envoyée à chacun des membres du personnel pour leur demander de reprendre le travail.

C'est donc une journée importante qui devait se dérouler mercredi.

Pour la venue de Giscard à Poitiers

LES GREVISTES DYNAMIQUES DE L'AEF

Samedi 13 octobre, la CGT, la CFTD et la FEN, avaient appelé à la grève de 24 heures et à une manifestation lors de la venue de Giscard, à Poitiers. Les travailleurs de l'AEF en lutte décidèrent de ne pas entrer en grève totale, et de s'associer à la manifestation. Pour eux une journée de grève équivalait à 8 heures de débrayage, soit presque une

semaine entière de la lutte actuelle. Venir pour exprimer leur mécontentement de la politique giscardienne, mais surtout pour populariser leur lutte, voilà ce qu'ils ont voulu faire. Surtout que ces travailleurs en général ne participent pas aux journées d'actions de 24 heures, qu'ils jugent inopérantes.

Samedi à 14 heures, les travailleurs quittent l'usine. Ils rejoignent leur voiture. Une vieille deux chevaux décapotée s'installe sur la route. Deux délégués, un CGT, un CFTD, y montent portant une banderole

«*unité plus action = victoire*». Les autres véhicules se mettent derrière. Ce qui s'opère dans une pagaille plutôt gaie, avec accompagnement de klaxons. Rapidement, le cortège s'est organisé : 51 voitures

traversent la zone industrielle de Chasseneuil, phares allumés, klaxons hurlants.

Sur le bord de la route des signaux amicaux, des sourires. Sur la route, c'est le bouchon. Quelques

grosses voitures dépassent par la troisième file au mépris du danger.

DES PERMANENTS DESORIENTES

On s'installe à la porte de Paris où doit avoir lieu

le rassemblement. Déjà y sont quelques dizaines de personnes dont les permanents syndicaux départementaux. Au bout d'un certain temps, ayant déjà commencé la distribution de leurs tracts explicatifs, les grévistes constatent le manque d'action de ce rassemblement. Ils décident d'aller bloquer le pont sur le Clein à 50 mètres. Des manifestants les suivent. Ce qui provoque la surprise des permanents syndicaux. Les voilà qui courent, rattrapent les grévistes et leur demandent d'attendre les autres : «*On est là pour faire parler de nous, parce qu'on est en lutte*», expliquent les grévistes. Les permanents semblent craindre que les gars d'AEF ne prennent la tête de la manif. Déjà, ils demandent qu'on laisse «*au moins un passage*» aux voitures sur le pont, alors que la place est de toute façon bloquée. Bientôt, ils se mettent en colère : «*On a déjà décidé des places dans la manif, vous ne pouvez pas les changer ! Vous n'êtes pas les seuls à avoir des problèmes !*» Puis, devant la volonté des grévistes de rester sur le pont, un des permanents émet l'argument final : «*Alors, c'est l'anarchie que vous voulez !*». A l'évidence des travailleurs dynamiques, voilà que les laisse désor-

rientés et un rien pantois. Agacés, les travailleurs en lutte laissent là les permanents et grimpent sur le talus de la voie ferrée. De là-haut, ils lancent leur slogan favori : «*Pas de pognon, pas de piston*». On salue les porteurs d'une banderole : c'est celle des travailleurs de chez Cardot en lutte. Un train passe, s'arrête et les cheminots expriment leur soutien par un coup de sirène. De leur position élevée, les grévistes voient démarrer la manifestation. Les trois heures qu'ils s'étaient donnés touchent à leur fin. Trois points de vue se font jour : on rentre à la maison, on réembauche, ou on suit la manifestation.

Quelques minutes de discussion et les grévistes tranchent : on retourne à l'usine en cortège bloquant les rues étroites de Chasseneuil. Car, pour eux, c'est à l'usine que se déroule la lutte décisive, à preuve le blocage des portes de l'usine par les grévistes lundi et mardi matin et l'annonce d'une nouvelle manifestation à Poitiers mardi après-midi pour appuyer les délégués en négociation à l'inspection du travail.

Chasseneuil-du-Poitou : AEF de nouveau en lutte

Les travailleurs d'A.E.F. sont de nouveau en lutte. Depuis deux ans, ils ont accumulé les succès : en janvier - février 1978, leur grève est victorieuse. En avril 1979, ils obtiennent la réintégration d'un délégué licencié alors qu'il revenait du service militaire. Les ouvriers professionnels ont imposé leurs revendications : une moitié travaillait pour permettre à l'autre moitié de poursuivre une lutte de six mois.

Aujourd'hui, comme hier, ce sont les O.S. qui sont le fer de lance de la lutte. Ils veulent obtenir un salaire minimum de 3 000 F d'ici à mars, l'échelle mobile des salaires, l'heure d'information syndicale, la 5^e semaine de congés payés, et le retour d'avantages acquis par les travailleurs de la fonderie, avantages supprimés il y a quelques années.

Dans cette usine qui fabrique pistons et chemises, la lutte est menée sous la forme de débrayages, d'actions - surprises rapides qui désorientent les dirigeants de l'entreprise. Les travailleurs ont aussi distribué des tracts sur un marché de Poitiers et à Châtelleraut. Par une de ces actions-surprises, ils ont eu accès aux dossiers du chef du personnel, découvrant en particulier que la grève était prévue depuis quelques semaines par les directeurs. Une autre de

ces actions, où ils imposent des discussions aux patrons, les a amenés à empêcher que ces messieurs se servent des voitures de fonction : ils durent marcher sur un ou deux kilomètres pour pouvoir appeler un taxi. A la suite de quoi, ayant descendu le drapeau de la firme, les travailleurs hissèrent un drapeau rouge, en fait le tee-shirt d'un ouvrier.

La lutte est encadrée par la section CGT, avec deux axes : l'unité de tous les travailleurs, et le développement de la démocratie ouvrière dans la lutte, pour mener autre chose qu'une «grève-belote». Les travailleurs se réunissent, souvent le matin, et les modalités d'action pour la journée sont décidées. Pour le moment, ils repoussent l'idée d'une grève totale, pour garder une importante mobilisation, et pour préserver le maximum possible des salaires, afin de faire face aux difficultés de la rentrée. Ainsi, s'ils s'associent aux manifestations qui ont lieu lors de la venue de Giscard à Poitiers, ils n'entrent pas en grève totale à ce moment.

Leur volonté est de «*lutter contre les patrons dans l'usine*», et «*que ça coûte le plus cher aux directeurs et le moins cher possible aux travailleurs*», pour obtenir une nouvelle victoire.

Correspondance QdP - HR - POITIERS

Correspondance
HR - QdP
POITIERS

«Rassemblement des socialistes»

DERRIÈRE LES GRANDS MOTS, LA COURSE AU POUVOIR

S'il est un domaine où le Parti Socialiste ne peut pas rivaliser avec son rival PCF, c'est bien celui des mobilisations de masse. On l'a encore vu mardi soir, à la porte de Pantin, où les huit fédérations parisiennes du PS organisaient un «grand rassemblement», dont le but était de «faire la preuve de la capacité de mobilisation autonome du parti». Combien étaient-ils ? 4 000, 5 000 tout au plus, sur les quelque 1 100 000 électeurs que compte le PS dans la région parisienne.

Curieux meeting en vérité que celui-là. Tout se passe comme si, accusé d'avoir «viré à droite», le PS cherchait par tous les moyens à prouver qu'il n'en est rien... en singeant les rassemblements du PCF. Présence de quelques entreprises en lutte, calicots indiquant la présence de telle ou telle section, badges aux boutonnières et même un «Union, action, avec les socialistes», repris assez massivement. Visiblement, on voulait «faire à gauche» mardi soir à la Porte de Pantin, à l'instar du responsable des fédérations parisiennes qui lance le mot d'ordre «Construisons notre avenir ici et maintenant», allusion directe au «L'avenir commence maintenant» du 23^e congrès du PCF.

L'ennui, pour le PS, c'est que ce discours — attendu — de Mitterrand a singulièrement tranché sur ces velléités. Certes, il fut question du chômage, de la hausse des prix, il fut même question de l'exploitation capitaliste, et du sang des communistes répandus sur le pavé de Paris, et des idéaux de 1789, et du travail obscur des pionniers du socialisme au 19^e siècle, et de l'espérance, et de la liberté. Il fut question de beaucoup d'autres choses encore, improvisées par un Mitterrand qui possède si parfaitement l'art du discours. Mais il faudrait être bien naïf en 1979 pour se laisser abuser par des mots. N'a-t-on pas entendu Giscard parler de «l'arrogance de l'argent» ?

Et que trouve-t-on après avoir enlevé le vernis lyrique des grandes envolées ? Un discours prononcé à l'usage des militants socialistes, et destiné de toute évidence à réaffirmer le rôle de «rassembleur» du premier secrétaire, un «rassembleur» derrière lequel le PS est appelé à faire masse... pour les présidentielles. De ces élections, il ne fut (presque) pas question, non, on n'est pas électoraliste au PS. On a simplement assisté à ce petit jeu très parisien des allusions, que

chacun cherchait à décoder. «Camarade, que croyez-vous que j'ai fait depuis 8 ans...» allusion à Rocard, qui n'a fait que rejoindre le PS il y a cinq ans ; «Camarades, il faut que nous parlions juste...» Allusion au «parler vrai» du même Rocard ; «Camarades, le congrès de Metz est terminé». «Camarades, le projet socialiste est une œuvre collective...» allusion à Chevènement qui a trop tendance à en revendiquer la paternité. «Camarades, le PS doit s'exprimer d'une seule voix, camarades, j'attends des militants du PS qu'ils s'organisent par-dessus des tendances et les miasmes», camarades, camarades...

Grands mots et petites allusions, Mitterrand a largement usé des mythes gaulliens, comme si déjà il avait décidé d'entamer la première partie de sa campagne électorale, celle qui consiste à faire l'unité de son parti derrière lui. Et ce n'est pas l'utilisation permanente du «je» qui le contredira. De la même manière, Mitterrand a abordé assez longuement les questions de politique internationale, preuve s'il en fut de ses hautes ambitions. A ce sujet, on notera quelques propos inquiétants (et révélateurs) sur l'URSS qui «par nécessité et par tradition est un pays pacifique» tandis que la Chine est présentée comme un pays «agresseur du Vietnam», et «déstabilisateur», auquel «vendre des armes serait une aventure».

Faut-il le dire ? Le discours de Mitterrand mardi soir a paru bien petit, au sens où la politocallé et les querelles intestines à la social-démocratie sont bien petites.

Une nouvelle fois, Mitterrand prend ses marques dans la course au pouvoir. Il faudrait être bien naïf pour s'attendre à autre chose de sa part. Il a semblé, l'autre soir, porte de Pantin, que tous les militants socialistes n'étaient pas naïfs...

N.D.

PCF LE CONSEIL NATIONAL, POUR QUOI FAIRE ?

Les décisions du 23^e congrès du PCF entrent progressivement en application. C'est ainsi que samedi 21 octobre, se réunira pour la première fois le «Conseil National» du PCF, organisme mis en place avec les nouveaux statuts adoptés en mai dernier. De même, la réorganisation de la presse du

Il y aura beaucoup de monde samedi dans la salle des fêtes de Bagneux, lorsque s'ouvrira la première réunion du Conseil national du PCF. Cet organisme, prévu par l'article 46 des statuts adoptés au 23^e congrès, comprend en effet, outre les 145 membres du Comité Central, les membres de la commission centrale de contrôle financier, le secrétaire de chaque fédération, les députés, les sénateurs, les députés européens, les secrétaires de sections de quelques grandes entreprises. Au total plus de 300 personnes, si l'on tient compte des

nombreux cumuls de responsabilités, mais aussi du fait que peuvent siéger à ce conseil national des «camarades compétents», selon le sujet en discussion. Il s'agira ce samedi de l'activité du PCF dans les entreprises, introduit par un rapport de Colpin.

On peut s'interroger sur les raisons de l'existence d'un tel Conseil. Celui de samedi n'innovera rien, mais pourra être un moyen pour la direction du PCF de donner plus d'éclat à sa publicité, à sa tactique pour la période. Celle-ci a été présentée par Marchais devant les caméras de télévision dès le mois

PCF, avec la transformation de *L'Humanité Dimanche* en «hebdomadaire central» et la disparition de *France-Nouvelle* suit son cours. Le nouveau système de presse du PCF devrait être complet avant la fin de l'année, avec l'apparition d'un journal spécifiquement destiné aux intellectuels.

d'août et «officialisée» par le CC de septembre. Il s'agissait de mettre en avant les luttes, dans le but évident de refaire le chemin perdu face au partenaire social-démocrate.

LE VRAI RÔLE DU CONSEIL NATIONAL

En fait, le vrai rôle du Conseil national peut être double.

Dans des conditions précises, le Conseil national peut servir à la direction pour résoudre, ou tenter de résoudre, certaines contradictions internes. La possibilité d'inviter

«des membres du parti dont l'expérience ou la compétence sont nécessaires à la réflexion collective» ouvre cette voie. Pour ne prendre que cet exemple, tout porte à croire que le Conseil national aura à traiter du problème des intellectuels, après le CC qui doit se réunir à ce sujet en février prochain. Ellein et quelques autres auront ainsi la possibilité de «dialoguer» avec la direction du PCF, dans un cadre prévu à cet effet.

La deuxième raison tient plus à l'image que cherche à donner le PCF de lui-même qu'à son fonctionnement interne.

Quoi de plus démocratique qu'une vaste réunion où se retrouvent pêle-mêle élus et membres de l'appareil, sénateurs et responsables de section ? Qui oserait dire après cela que la direction du PCF ne s'entoure pas de tous les avis ?

Il n'en reste pas moins que les décisions sont prises avant, et que le Conseil national n'aura d'autre effet que de servir de caisse de résonance pour une tactique politique définie depuis plusieurs mois déjà.

N.D.



Une réunion du Comité central du PCF, peu avant le 23^e Congrès.

Commerce extérieur LE DEFICIT NE VIENT PAS QUE DU PETROLE

Les chiffres du commerce extérieur, tels qu'ils viennent d'être communiqués par le ministre Deniau, marquent sans contexte la précarité de la situation économique de la France. Non seulement

C'est bien sûr dans le domaine énergétique que les importations françaises sont le plus largement inférieures aux exportations. Le déficit énergétique s'est chiffré en septembre à 9,1 milliards. Deux raisons à

cela : d'une part la hausse décidée par l'OPEP en juin, et d'autre part l'augmentation sensible des importations (+ 11 % par rapport à septembre 1978). Commentant ces chiffres, Deniau a été jusqu'à pré-

le commerce extérieur est déficitaire pour le mois de septembre (de 1,8 milliards de francs), mais il l'est aussi pour les neuf premiers mois de l'année (5,4 milliards).

ciser que la facture aurait été de 3 milliards supérieure... Si le dollar n'avait pas baissé par rapport au franc. Confirmation est ainsi donnée du fait que le pouvoir d'achat des pays exportateurs de pétrole a baissé depuis le mois de juin. Par contre, Deniau a été plus discret pour ce qui est de la destination des 3 milliards ainsi économisés. Ce qui est sûr, c'est que les prix à la consommation, pour l'essence et le fuel, sont restés tels qu'ils étaient avant la dépréciation du dollar.

nagers et de consommation.

Toujours pour les trois premiers trimestres de 1979, on constate que notre déficit commercial avec la RFA reste stagnant (-7 milliards depuis janvier), alors qu'il s'est accru avec les Pays-Bas (-1 milliard). Mais c'est vis-à-vis des Etats-Unis que la situation demeure la plus «préoccupante» aux yeux du ministre Deniau : de janvier à septembre 1978, le déficit avec les USA était de 5 milliards. Il est cette année de 10 milliards. Explication gouvernementale : «50 % des importations américaines de vin sont italiennes, 20 % seulement sont françaises». C'est de la faute aux viticulteurs... On attend avec impatience la réponse du ministre de l'Agriculture, qui vient de décaler, avec ses collègues de la CEE, d'offrir une prime allant de 11 800 à 14 500 francs par hectare de vigne arrachée.

● Le régiment de Giscard

Dans son dernier numéro, le journal «Armées d'aujourd'hui» consacre un long article à la réorganisation de la garde républicaine de Paris. Celle-ci va se scinder en deux régiments, aux tâches bien distinctes : un régiment, 1 000 hommes environ, aura pour charge la sécurité des ministères importants et du parlement. Les militaires pourront même se voir confier des missions «discrètes», en civil, par exemple comme plantons ou chauffeurs. Le deuxième régiment, lui, sera destiné... à la protection du seul et unique Giscard. Ce dernier a parait-il porté beaucoup d'attention à cette réorganisation, allant même jusqu'à s'intéresser aux nouveaux uniformes que devra porter «son» régiment. Contrairement aux apparences, le régiment de Giscard ne sera pas qu'une troupe de parade. «Armées d'aujourd'hui» précise que les 838 hommes qui le composent ont tous suivis des stages de commandos parachutistes, et qu'ils peuvent aussi remplir les missions opérationnelles d'une unité d'élite.

HUA GUOFENG PARLE DE SON PASSE ET DE LA CHINE D'AUJOURD'HUI

EXTRAITS D'UNE INTERVIEW REALISEE PAR FELIX GREEN

Le journaliste anglais Félix Green a réalisé voici quelques jours, une interview du Premier ministre chinois Hua Guofeng, qui a été diffusée, pour une large part, dans le cadre de l'émission «L'événement» de TF1. C'est TF1 qui a traduit cette interview dont nous citons ici des extraits, dans lesquels Hua Guofeng rappelle sa propre histoire et s'exprime sur la situation actuelle en Chine.

«Je suis né dans la province de Chensi. Mon père est mort lorsque j'avais six ans. J'ai vécu avec ma mère et mon frère aîné. Nous étions pauvres.

Après ma sortie de l'école primaire, à l'âge de treize ans, je suis resté à la maison pendant un an : ma mère ne pouvait pas m'offrir une éducation secondaire. A quatorze ans, je me suis inscrit dans une école professionnelle qui venait d'ouvrir et j'y suis resté jusqu'au 7 juillet 1937, date à laquelle les Japonais ont déclaré la guerre à la Chine.

1938 : L'ADHESION AU PARTI COMMUNISTE

J'ai rejoint le mouvement de résistance antijaponais en 1938, à l'âge de dix sept ans et je me suis inscrit au Parti communiste chinois la même année. Les armées du Kuo Min tang avaient reculé devant l'invasion des agresseurs japonais, cependant que la 8^e armée, conduite par les communistes s'engageait derrière les lignes ennemies pour mener la guérilla et établir des îlots de résistance (...)

J'ai travaillé longtemps dans ma province comme

président de la Ligue anti-japonaise, comme président du comité des forces armées de la province et comme secrétaire du Parti pour la province. J'étais aussi aux avant-postes du combat contre les Japonais dans les plaines et dans les montagnes.

Dans la province du Hounan, la guerre pour la libération n'était pas achevée. Je suis parti dans le Sud ou printemps 1949 avec l'armée populaire de libération. Nous sommes arrivés au Hounan en juillet et la capitale de cette province Changsha a été libérée en août (...). J'ai travaillé dans le Hounan pendant 23 ans.

En 1965, alors que je travaillais au bureau du Parti de la province, on m'a chargé du projet d'irrigation de Chaochan. Nous avons fait travailler 100 000 personnes sur le projet et nous avons achevé le réseau principal et le réseau Nord en dix mois. Le barrage a été inauguré le 1^{er} juin 1968. Outre que sa principale fonction était d'irriguer plus de 60 000 hectares de terres, le barrage prévoyait la fourniture d'énergie électrique, et servait à endiguer les inondations... Cela a donné de

bons résultats pendant ces douze dernières années.

Le président Mao avait l'habitude d'effectuer des tournées d'inspection dans le pays, et il venait souvent dans la province de Hounan. Je le rencontrais et je lui rendais compte de mon travail. Pour autant qu'il m'en souvienne, je l'ai rencontré pour la première fois au début des années 1950.

Répondant à une autre question, le président Hua Guofeng décrit la situation politique lors de la tentative de coup d'Etat des Quatre après la mort de Mao. «Ce fut un moment critique qui met en jeu la vie ou la mort de notre Parti, et de l'Etat. Qu'est-ce que l'avenir réservait à la Chine ? Continuera-t-elle à adhérer à la cause révolutionnaire prônée par Mao Zedong, Zhou Enlai et d'autres vieux révolutionnaires ? La bande des Quatre allait-elle réussir à s'emparer du pouvoir et à imposer une dictature fasciste ? Le destin du peuple chinois fut alors en balance. Les Chinois étaient inquiets de même que nos amis étrangers».

LE ROLE DE LA PENSEE DE MAO ZEDONG

Certains occidentaux parlent du rejet des idées de Mao. Je sais même que certains disent que nous avons engagé une «démocratisation». Ce n'est pas du tout le cas : un rapide coup d'œil sur l'état des choses en Chine, démontrerait rapidement qu'il

n'en est rien. Lin Biao et les Quatre ont fait de sérieuses entorses au marxisme-léninisme et, à la pensée de Mao Zedong. Ils ont falsifié sa pensée, ils ont prétendu que Mao avait porté le marxisme-léninisme à son point le plus extrême, et qu'une seule de ses maximes avait, le poids de dix mille phrases. Ils ont prétendu qu'il existait une classe bourgeoise au sein du Parti, que les cadres les plus anciens étaient des révolutionnaires bourgeois et deviendraient fatalement des capitalistes.

Nous avons lancé, à l'échelon national, une vaste campagne pour critiquer et réduire à néant leurs sophismes idéalistes (...) Nos discussions sur l'interprétation exacte des critères de vérité sont ce que Mao a souhaité et préconisé tout au long de sa vie, et notamment de partir dans tous les cas de la réalité, de rechercher la vérité dans les faits et d'intégrer la théorie dans la pratique. Voilà les principes de base de notre idéologie. Ces discussions nous ont aidé à réaffirmer les principes longuement développés par le camarade Mao. Les services qu'il a rendus au peuple chinois restent grands, méritoires et immortels. Car toutes nos victoires ont été remportées parce que inspirées par sa pensée qui intégrait les principes de base du marxisme-léninisme dans la situation concrète de la révolution chinoise. Sans sa pensée, il n'y aurait pas eu de nouvelle Chine.

● Coup d'Etat militaire au Salvador

Lundi, le président du Salvador, le général Romero parvenu au pouvoir en 1977, à la suite d'élections truquées a été renversé par une junte militaire. Les officiers qui la dirigent ont annoncé qu'ils seraient prêts à rendre le pouvoir aux civils et à organiser des élections si les mouvements d'opposition armés qui se sont renforcés ces derniers mois, acceptaient de déposer les armes. Les Etats-Unis qui craignaient que la situation au Salvador ne débouche sur un soulèvement populaire comme au Nicaragua se seraient déclarés satisfaits de cette solution «modérée».

● Turquie : Echec et démission du gouvernement Ecevit

Les élections de dimanche en Turquie avaient comme fonction le renouvellement d'un tiers du Sénat et des cinq sièges vacants à l'Assemblée Nationale. Les cinq sièges ont été gagnés par le «Parti de la justice» de Suleyman Demirel, qui s'était allié avec l'extrême-droite pour prendre et garder le pouvoir de 1975 à 1977. Ce même parti s'est également adjugé 33 sièges sur 50, au Sénat. La droite musclée bénéficie maintenant d'une faible majorité au Parlement.

Le «Parti républicain du peuple» (social-démocrate) de Bulent Ecevit, premier ministre depuis janvier 1978, n'a obtenu que 13 sièges (il en perd onze). Il vient de donner la démission de son gouvernement. Celui-ci, n'ayant pas redressé le marasme économique, la droite a utilisé cet échec et l'extrême-droite fasciste (bien placée dans l'armée et l'administration notamment) pour développer le terrorisme : plus de deux mille assassinats politiques en deux ans.

Se sentant le vent en poupe le parti de Demirel veut organiser des élections générales avant la date prévue de 1981, sans doute au printemps prochain.

La chute d'Ecevit est également à replacer dans la situation de la Turquie, au cœur d'une région stratégique et agitée par la rivalité des superpuissances.

● En Guadeloupe comme en Martinique

Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, visite les Antilles. En Guadeloupe, la situation est semblable en de nombreux points à celle de la Martinique : celle d'une colonie (voir notre édition précédente). Dans l'enseignement par exemple, il y a le même problème d'acculturation. Ainsi, à Pointe à Pitre, un recteur inaugurant une école a invoqué le cyclone «David» pour expliquer qu'il n'y ait que 17 classes pour 1000 élèves ! La colonisation française développe l'émigration et le chômage massif des Guadeloupéens. Le ministère ne trouve rien de mieux que d'embaucher dans l'enseignement du personnel métropolitain en nombre croissant au détriment de la population autochtone, ce qui suscite en plus des conflits raciaux. N'est-ce pas aux Antillais eux-mêmes d'enseigner à leurs compatriotes ?

● Cisjordanie : les maires protestent contre les nouvelles implantations de colonies

Cédant facilement aux pressions militaires de l'organisation religieuse d'extrême-droite, le «Bloc de la Foi», les dirigeants sionistes ont décidé dimanche d'autoriser l'extension de 6 colonies de peuplement en Cisjordanie, soit 500 hectares de terres supplémentaires. Mais les extrémistes religieux du «Bloc de la Foi» ne s'estiment pas pour autant satisfaits, ont établi 40 implantations sauvages dans la nuit du dimanche à lundi, l'armée sioniste ne s'opposant que d'une manière symbolique à leur action. Le maire de Behtleem a dénoncé pour sa part ces nouvelles confiscations de terres arabes en les qualifiant ainsi : «un clou de plus dans le cercueil de la paix».

NOUVELLE VICTOIRE DU FRONT POLISARIO

Dans un communiqué, le ministère sahraoui de la Défense indique que l'ALPS s'est emparé dimanche de la localité de Mahbes, située à une centaine de kilomètres à l'ouest de Tindouf, infligeant de «très grandes pertes

en hommes et en matériel aux troupes marocaines». Cette attaque survient une semaine après celle de Smara dont on vient d'apprendre qu'elle avait donné lieu pendant deux jours à des bombardements au phosphore de la part des mirages de l'armée de l'air marocaine.

HOMMAGE RENDU A L'OCCASION DE LA VISITE DE HUA GUOFENG

«Zhou Enlai a accompli un travail considérable pour l'amitié entre nos deux pays et nos deux peuples»

L'événement marquant de cette deuxième journée de la visite en France du premier ministre chinois, est sans nul doute l'inauguration d'une plaque à la mémoire de Zhou Enlai, au 19 de la rue Godofroy, dans le 13^e arrondissement. Comme nous le rappelions dans notre édition d'hier, c'est là qu'il vécut au début des années vingt, lors de son séjour dans notre pays.

A la différence des deux cérémonies du matin à l'Arc

de Triomphe et à l'Hôtel de Ville, cette inauguration offre un caractère de simplicité qui lui donne un peu une allure de fête populaire. Une heure avant la cérémonie, une foule de gens du quartier se presse déjà derrière les barrières : ouvriers, employés, travailleurs immigrés. Toute la rue est aux fenêtres.

Dans la cohorte des officiels qui attendent : Chirac bien sûr, avec de nombreux conseillers municipaux de Paris, mais aussi le ministre des

Affaires étrangères Jean François-Poncet, celui de l'Intérieur Bonnet, ainsi que M. Claude Chayot, qui vient d'être nommé ambassadeur de France à Pékin.

A 16 heures, le Premier ministre Hua Guofeng, arrive accompagné du président Giscard d'Estaing. Spontanément la foule applaudit, au moment où ils descendent de voiture. Hua Guofeng souriant salue longuement la foule avant de gagner la tri-

bune officielle. Après les allocutions du président Giscard d'Estaing, et du Premier ministre Hua Guofeng (voir extraits en-encadré), celui-ci dévoile la plaque commémorative sous les applaudissements du public. Avant de repartir, ils font une brève visite à l'intérieur de la maison, qui abrita jadis Zhou Enlai.

HR - QdP
C. MASSON
H. BERTHAULT

Tandis que Giscard d'Estaing évoquait le rôle joué par Zhou Enlai, en déclarant notamment :

Parfois, la rencontre de deux nations prend le visage d'un homme. Le premier ministre Zhou Enlai est venu ici, il y a près de soixante ans, attiré par une image de la France identifiée aux idéaux de notre révolution, cherchant l'inspiration d'un combat qui devait rendre à la Chine son indépendance et au peuple chinois sa dignité.

(...) Il multiplie les efforts, comme d'autres chez nous, pour que la France, qu'il avait aimée, et la Chine, qu'il avait contribué à libérer, se retrouvent et se reconnaissent.

(...) Zhou Enlai n'était pas seulement un ami. A travers les années de rencontre, de dialogue ou d'estime, il était devenu pour beaucoup le visage même de la Chine. Et nous sommes heureux que la Chine ait eu son visage.

Cet homme de grande finesse, d'une intelligence exceptionnelle, d'une immense culture, était l'héritier d'une civilisation qui a fasciné le monde. Il avait su à la fois conserver et critiquer cet héritage, être le visage et la voix d'une Chine éternelle, mais aussi d'une Chine nouvelle que le monde n'avait encore jamais entendue. Refusant de soumettre la condition humaine à la fatalité, il s'était mis au service d'un peuple qui brisait ses chaînes pour apporter sa contribution au progrès de l'humanité.

(...) A cet homme qui n'a pas voulu de monument à sa mémoire, nous avons souhaité rendre hommage en cet endroit où commença son combat, et où naquit son amitié pour la France (...)

Le président Hua Guofeng a tenu à souligner quant à lui :

(...) Au début des années vingt, le camarade Zhou Enlai vient en France à la recherche de la vérité. Il vivait, travaillait et menait des activités révolutionnaires avec ses compagnons d'armes dans cette maison, et il apporta une contribution de poids au mouvement révolutionnaire chinois de l'époque. Durant cette période, il eut de multiples contacts avec des français, se fit de nombreux amis et sema de nouvelles graines pour l'amitié traditionnelle entre les peuples chinois et français.

La plaque commémorative de l'ancienne demeure du Premier ministre Zhou Enlai inaugurée aujourd'hui constitue un hommage éternel rendu à la mémoire du Premier ministre Zhou Enlai, en même temps qu'un symbole de l'amitié qui lie les peuples chinois et français.

(...) Le peuple chinois éprouve beaucoup d'attachement pour le Premier ministre Zhou Enlai. Dans notre pays, la seule mention de ce nom suscite aussitôt de profonds sentiments d'affection, d'admiration et de fierté sans bornes. (...) Bien que le Premier ministre Zhou Enlai nous ait quitté, il vivra à jamais dans le cœur du peuple chinois (...)

Son image éclatante dépasse largement les limites de la frontière chinoise. (...) Le Premier ministre Zhou Enlai accompli, de son vivant, un travail considérable pour le développement des rapports sino-français et le resserrement des liens d'amitié entre les deux peuples (...)

Notre Premier ministre souhaitait revoir la France ; hélas, son vœu n'a pu être exaucé. Nous nous réjouissons d'observer maintenant que le fleur de l'amitié sino-française, à laquelle le Premier ministre Zhou Enlai a veillé tout particulièrement, s'est pleinement épanouie grâce aux soins de nos deux gouvernements et de nos deux peuples ; et elle brillera d'un plus vif éclat.

INFORMATIONS GENERALES

● Asticots dans les biberons

Dans le Puy-de-Dôme, des asticots viennent d'être découverts pour la seconde fois en quelques jours dans des boîtes de lait en poudre. Ce lait est fabriqué par la firme Glaxo-Evans, et est destiné à la préparation de biberons de très jeunes enfants. Tout le lot correspondant aux sachets incriminés (environ 6 000 boîtes) a été retiré de la vente, en attendant le résultat des analyses qui vont être faites.

Selon le directeur du laboratoire, il s'agirait « d'une contamination tout à fait exceptionnelle, provenant de la présence d'un insecte pondant dans le processus de fabrication ». On l'aurait aisément deviné. Depuis Pasteur, chacun sait qu'il n'y a pas de génération spontanée...

● Loiret : écoles en grève

Pour protester contre les sanctions prises à l'encontre de quarante-cinq directrices d'écoles maternelles dans le Loiret pour avoir suivi les consignes du SNI en matière d'effectifs d'élèves par classe, le SGEN-CFDT a décidé de reconduire la grève commencée le 11 octobre. Celle-ci touche maintenant une cinquantaine d'écoles, une quinzaine de collèges et cinq lycées. Des militants du SGEN ont occupé lundi les locaux, l'Inspection Académique à Orléans.

● Pneus dangereux

L'Union Fédérale des Consommateurs vient d'engager deux procédures devant les tribunaux en défense des usagers victimes des pneus Kleber V 10 et V 12. Plusieurs études, et de nombreux témoignages, prouvent que ceux-ci éclatent dans des proportions très supérieures aux pneus normaux. Tout en restant sceptique, le ministère de l'Industrie a ouvert une enquête.

A l'occasion de la publication, aux EDITIONS DU CENTENAIRE du tome III de :

LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

la librairie

LES HERBES SAUVAGES

70, rue de Belleville, 75 020 PARIS, vous invite à assister à la présentation et à la signature de cet ouvrage par son auteur :

JACQUES JURQUET le JEUDI 18 OCTOBRE et le VENDREDI 26 OCTOBRE de 17 h 30 à 19 h.

Abonnez-vous au Quotidien du Peuple

4 mois 100 F
1 an 350 F
Soutien 600 F
..... F

Nom (en capitale)
Prénom
Ville
Date

A renvoyer : BP 225 - 75 924 Paris cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte n° 668 J.

le quotidien du peuple

- Directeur politique Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttés ouvrières Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lernet
- Section politique Nicolas Duvallois
- Section internationale Jean-Paul Gay
- Section informations générales Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevat
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Auxerre
LIVRE BLANC DU COLLECTIF
AVORTEMENT-CONTRACEPTION

Le collectif avortement-contraception d'Auxerre, vient d'éditer un livre blanc sur la situation dans l'Yonne, après cinq ans de loi Veil. Nous publions ci-dessous quelques extraits de cette brochure.

Dans l'Yonne, l'avortement n'a rien à voir avec la méthode Karman. Il existe dans le département 2 Centres de Planification en milieu hospitalier : Sens et Auxerre.

● A Sens : la méthode par curetage semble imposée aux femmes. Le même médecin praticien opère, par cette méthode, dans sa clinique privée, les notes pouvant alors atteindre 1500,00 F.

● A Auxerre : A la maternité du Centre Hospitalier, on utilise la méthode par aspiration. Sauf contre-indication, l'anesthésie n'y est que rarement pratiquée. La femme n'a pas le choix.

Dans le service de chirurgie de l'hôpital, un médecin gynécologue pratique l'I.V.G. sur les femmes de sa clientèle privée. Il utilise l'aspiration en imposant l'anesthésie.

Les prix sont moins élevés sans anesthésie.

● A Avallon et Tonnerre : quelques curetages sont pratiqués.

LA SURCHARGE
DANS LES HOPITAUX

La mise en application de la loi a entraîné, dans les premiers mois, une surcharge, en particulier, à la Maternité d'Auxerre. A cette époque, des femmes ayant droit à l'avortement ont dû avoir recours à l'étranger ou aux cliniques privées, l'hôpital ne pouvant les accueillir faute de moyens mis en œuvre.

Actuellement, la situation s'est un peu améliorée mais comme certains hôpitaux n'appliquent pas la

loi, on assiste à une surcharge très lourde de ceux qui l'appliquent. (Des femmes enceintes de 8 semaines se sont vu refuser une I.V.G. pour cause de surcharge).

LA 2^e IVG

A Auxerre, à la Maternité du Centre Hospitalier, les femmes ayant subi une I.V.G. sont trop fréquemment refusées pour un nouvel avortement.

Selon les informations du Planning Familial (M.F.P.F.), le médecin directeur de la D.D.A.S.S., interrogé sur cet abus illégal, couvre la pratique de ses confrères au nom de la santé des femmes. En général, on ne tient pas compte des autres facteurs (nombre d'enfants élevé, problèmes de santé, difficultés économiques).

Mais alors pourquoi refuser à une femme une 2^e IVG au nom de sa santé et la renvoyer sur Sens où elle pourra subir un curetage.

AIDE MEDICALE
GRATUITE

Le médecin Directeur de la D.D.A.S.S. déclare à une délégation du M.F.P.F. : « Les demandes d'Aide Médicale Gratuite, nous n'en avons pas ». Pourtant, les militants du M.F.P.F. recensent de nombreux cas pouvant relever de cette aide médicale. Alors que se passe-t-il ?

D'abord, l'information des femmes et des couples sur leurs droits est difficile. (Barèmes inexistant, Assistante Sociale à trouver,

service qui délivrera l'Aide médicale à contacter).

ACCUEIL

En dehors de toutes ces carences, il existe très souvent, au niveau de l'accueil des femmes, une attitude de mépris culpabilisante pour les femmes.

L'attente peut durer 3 à 4 heures et lorsque le médecin gynécologue daigne arriver, il expédie à la chaîne les avortements du jour sans avoir un contact humain avec le patient, tâche laissée à une sage-femme déjà débordée par l'activité normale de la maternité.

A la maternité du Centre Hospitalier d'Auxerre, les médecins qui se sont engagés à en assurer le fonctionnement et sont payés pour le faire y consacrent un temps minimum.

Quelques tentatives ont été faites dans l'Yonne et certaines valent la peine d'être relatées :

— Au niveau des collèges, des militants du Planning Familial et de la Fédération Cornec ont proposé d'animer des groupes hebdomadaires. Un seul collègue du département a accepté.

— Au lycée Jacques Amyot, un médecin de la ville est venu pendant plusieurs années faire des conférences sur... les maladies vénériennes.

— Dans le même établissement, le Planning Familial a obtenu en 1977 l'autorisation de projeter un film qui devait être suivi d'un débat. Voilà comment cela s'est passé :

— Dans l'après-midi, 4 groupes d'élèves se sont succédés, soit un temps très court pour chacun d'eux, compte-tenu de la durée du film,

— Les groupes ont compté jusqu'à 150 élèves ! L'administration du lycée était présente, le temps consacré au débat a été entièrement pris en main par le médecin scolaire qui a fait un discours technique sur la contraception.

Comment parler de sexualité dans ces conditions ? Ni les élèves, ni le Planning n'ont envie de renouveler une pareille expérience !

A l'hôpital d'Auxerre, le Centre de Planification fonctionne certains après-midi, c'est annoncé dans l'*Yonne Républicaine*. Ce centre ne s'est mis en place que 3 ans après le vote de la loi et son fonctionnement pose encore bien des questions :

— Souvent, bien que les rendez-vous soient pris à l'avance, le médecin chargé de la consultation n'est pas là et ne juge pas utile de prévenir qu'il ne viendra pas ; après une longue attente, c'est une sage-femme qui assure la consultation. Ses capacités valent sans doute bien celles d'un médecin, mais est-il admissible qu'un médecin payé pour assurer la consultation fasse preuve d'une telle désinvolture ?

— Lorsque la pose d'un stérilet est décidée, l'hôpital ne le fournit jamais. La femme doit descendre le chercher en ville et revenir à une autre consultation.

En février 1979, le médecin directeur de la Protection Maternelle et Infantile à Auxerre a répondu à une délégation du Planning Familial qui se plaignait du manque d'information, que « si les mineures étaient informées de leurs droits, ce serait la débauche ».

Bavures

LES COMMISSAIRES DE POLICE
RECLAMENT UNE « MARGE D'ERREUR »

Depuis mardi, Biarritz accueille un lot de commissaires de police et de hauts fonctionnaires, réunis en Congrès. Ces messieurs avaient planché il y a deux ans, sur le thème « la police et les libertés », cette fois le sujet tourne autour du thème de la mission du policier et de son droit. Au centre des débats, les « imperfections » de la profession. Les bavures ne manqueront pas d'être évoquées. Mais sous le seul angle : faut-il en donner une certaine publicité ou ne vaudrait-il pas mieux les passer sous silence, puisqu'elles seraient

— les commissaires ne connaissant pas le ridicule — exceptionnelles ?

Peut-être qu'à la tribune du Congrès viendront témoigner des policiers violents, des CRS matraqueurs, un ou deux commissaires racketteurs, et, pourquoi pas, si le service le permet, quelques policiers de commissariat de banlieue, revolvers au poing et l'insulte raciste à la bouche...

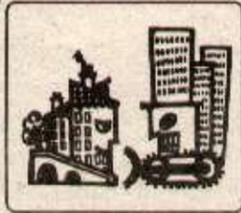
Ces messieurs s'estiment trop pénalisés par les éclaboussures des bavures : ils réclament, pour les « petites fautes », une « marge d'erreur possible ». On s'interroge évidemment sur ce qu'ils entendent par petites fautes — un tabassage de jeune ? Une rafle un peu violente de travailleurs immigrés ? Une balle qui part

« toute seule » ?.. et ce que serait une marge d'erreur. Les diverses enquêtes de l'IGS (la police des polices) n'ont, à notre connaissance, rarement abouti à d'autre chose qu'à une mutation d'un policier trop cow-boy, et rares sont les fonctionnaires traduits en justice pour des bavures. Ils bénéficient d'une impunité certaine, mais si de plus ils obtiennent une marge d'erreur !...

Petite question subsidiaire. Qui a dit que « les policiers français connaissent dans leur activité de nombreuses injustices » ? Qui estime « choquantes » les disparités entre les différents corps de police ? C'est l'*Humanité* de mardi

matin dans l'article consacré au Congrès des commissaires de police. Sans commentaire. Dans le même article, l'*Humanité* écrit que les « insuffisances (de la police) ne trouveront pas leur remède par un renforcement des effectifs, comme l'indique le texte soumis aux congressistes ». En effet, la France est le pays d'Europe comptant le plus de policiers par rapport à la population (un flic pour 300 personnes).

Mais alors, comment concilier ce point de vue avec l'habituelle campagne dans la plupart des municipales PCF d'une augmentation des effectifs de police ?



VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

INTERDITS DE CITE

(1) Article réalisé à partir d'un travail collectif d'étudiants

Marginaux, quart-monde, familles lourdes, mal-logés, sociaux, tarés, inadaptés, défavorisés, exclus, pauvres... La liste des appellations que la bourgeoisie a forgées est longue. Peut-être est-ce dû à l'incapacité de saisir cette population mécon nue et méjugée ? Trop complexe, elle ne peut être définie d'un mot. Faute de mieux, nous utiliserons le terme de sous-prolétariat.

Comme pour les autres classes populaires, le sous-prolétariat est confronté durement à la question du logement. Bien souvent de façon brutale : habitants des taudis, laissés pour compte du logement social, leurs conditions de logement ne sont pas sans rappeler celles de la classe ouvrière des premiers temps de l'accumulation du capital. Aussi n'est-il pas étonnant que le sous-prolétariat soit bien souvent repéré dans l'opinion publique par ses mauvaises conditions de logement : les sous-prolétaires sont les mal-logés.

2 millions d'exclus

Derrière la multiplicité des appellations diverses qui les désignent, une question se pose tout de suite : peut-on trouver un ensemble de critères qui les décrivent en groupe homogène et qui les situent par rapport aux autres classes sociales ? Le sous-prolétariat forme-t-il une classe spécifique ou n'est-il que la fraction inférieure de la classe ouvrière ? De tout temps, cette population a exercé un attrait important pour les mouvements inspirés par l'humanisme et le christianisme social. Aussi n'est-il pas étonnant que ce soit le mouvement confessionnel ATD Quart Monde qui fournisse le plus grand nombre de connaissances précises sur ce milieu. ATD évaluait ainsi, en 1972, à 4% la population sous-prolétarienne en France, soit une population d'au moins deux millions de personnes qui se caractérisent par les revenus les plus faibles et les plus irréguliers. Pourtant le seul critère du revenu ne se révèle pas suffisant pour décrire le sous-prolétariat : sa position sur le marché du travail et son histoire sont aussi des éléments essentiels.

Les revenus les plus bas

Dans la société marchande, les revenus du sous-prolétariat se situent résolument au bas de l'échelle sociale, beaucoup moins que le SMIC en tout cas. Par exemple, en 1975, le revenu par personne et par jour dans une cité sous-prolétarienne de la région parisienne se situait entre 6,75F et 22,30F. Souvent même les revenus ne sont pas constitués par les revenus du travail mais par des allocations sociales diverses : allocations familiales, aide sociale, pensions d'invalidité, divers secours d'urgence...

Les sales boulots

Le sous-prolétariat connaît un marché du travail spécifique qui couvre à la fois le bas du marché du travail ouvrier et un secteur marginal.

Sans qualification, sans formation, souvent illettré, le sous-prolétaire ne peut prétendre qu'à des emplois les plus déqualifiés. On peut dire que 80% des hommes du sous-prolétariat occupent ce type d'emploi : manoeuvres, balayeurs, employés dans des entreprises marginales et vétustes à fort taux d'exploitation, manoeuvres agricoles, employés des services..., ils partagent là avec les travailleurs immigrés les plus défavorisés les places

La semaine prochaine :

Stratégie et pratiques des gestionnaires du logement des plus pauvres

avec le plus fort taux de mobilité et de chômage, les conditions de travail les plus dures. Employés souvent en situation irrégulière, ils se retrouvent parfois expulsés de ce sous-marché du travail. On les retrouve alors occupés dans des travaux liés le plus souvent à la récupération des produits de la société : véritables «écologistes de base», ils sont alors ferrailleurs, vendeurs à la sauvette, faiseurs de poubelles, ou encore blanchisseuses ou nourrices... Loin des activités organisées directement par le capital, leurs rapports de travail diffèrent sensiblement du salariat.

Sous-prolétaires de père en fils

Si les échanges entre sous-prolétariat et prolétariat sont bien réels, et dans les deux sens, de récentes études historiques montrent que bien souvent «on est sous-prolétaire de père en fils» (ou de mère en fille). Un certain nombre d'histoires de familles mettent en évidence ce phénomène de reproduction que la généralisation récente de la scolarisation de cette population semble encore renforcer. Si l'école primaire divise dès le cours préparatoire les enfants selon leur origine de classe, ce mécanisme n'en est que plus clair et plus violent pour le sous-prolétariat. L'exemple

d'une cité de la région parisienne est à cet égard édifiant : en primaire, sur un total de 80 enfants, 40 sont déjà dès ce jeune âge en circuit spécialisé (perfectionnement, institut médico-pédagogique...); en secondaire, 90% des enfants se retrouvent en circuit marginal (transition, section d'enseignement spécialisé.)

Enfants placés, déplacés, sans espoir de changement social. Le mode de vie du sous-prolétaire est marqué par ce cumul des différentes formes d'exploitation et d'oppression : le calcul et d'oppression : le calcul froid, égoïste du capital le contraint à la misère, le jette à la rue.

Sans feu ni lieu



Aux franges du marché du travail, en marge de la société de consommation, le sous-prolétaire se voit le plus souvent refuser le droit d'habiter sur la terre.

En France, jusqu'aux années 1950, l'histoire du logement du sous-prolétariat se confond avec celle des taudis. Dans l'après-guerre, la grande mobilisation de main-d'œuvre augmente en même temps que la masse du sous-prolétariat. La dégradation des conditions de vie (misère, ghetto, détresse) et le foisonnement de telles situations révèlent le problème : en 1954 le mouvement de l'abbé Pierre et «l'insurrection de la bonté» mobilisent l'opinion publique sur la misère de l'habitat taudis : enfants morts de froid ou mordus par les rats...

Cette situation amène les pouvoirs publics à élaborer une politique du logement des plus pauvres. Des logements d'ur-

De taudis en taudis

A la mobilité du travail répond la mobilité de l'habitation : expulsions, déménagements constituent la ronde des logements défectueux.

Voici reconstituée l'histoire d'une de ces familles. Avant son mariage, monsieur D. erre de travail en travail : il est tour à tour travailleur agricole ou charretier. Elle, est «manoeuvre dans les brosses». Quand ils se marient en 1948, ils vont habiter un hôtel meublé de 2 pièces à Paris. Ils sont rapidement cinq dans ce logement. Trop nombreux et ne payant pas leur redevance, ils habitent de 1950 à 1952 dans un autre 2 pièces en hôtel meublé parisien. La famille compte six personnes quand ils en sont expulsés. Ils passent alors deux mois à partager à plusieurs familles un pavillon en banlieue parisienne. Avec le placement des trois aînés, la famille diminue et se retrouve, de juillet 1952 à juillet 1954, à vivre dans un garage désaffecté à Paris (une pièce). Elle passe les mois de juillet 1954 à décembre 1954 dans les camps de l'abbé Pierre, sous une tente. En décembre 1954, la famille D. sera relogée dans une cité d'urgence, dans une baraque de 3 pièces (la famille compte alors quatre, puis dix membres) jusqu'à sa dislocation en 1962.

Pendant ces 14 années, monsieur D. a connu vingt places ou travaux indépendants. La durée de ses activités est, en moyenne, d'un peu plus de trois mois. L'éventail des métiers occupés : manoeuvre, ripeur, éboueur, biffeur (récupérateur de déchets). Pendant ces 14 années, il connaît neuf périodes (35 mois en tout) de chômage non reconnu parce qu'il n'avait pu s'inscrire, quatre périodes (9 mois) de chômage reconnu, et deux mois d'arrêt de travail officiel.

Sa femme est restée, la plupart du temps, à la maison. Dans les moments difficiles, elle a travaillé à envelopper des bonbons et autres sucreries, pour une paie de travail féminin non-qualifié.

L'arrivée dans la cité d'urgence

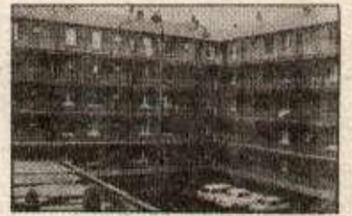
La cité se trouve dans un terrain vague, à la porte de Paris, au bord d'un ancien dépôt d'ordures. Un chemin fait d'ornières conduit au quartier le plus proche de la ville. Les baraques en parpaing, alignées en allées, abritent deux cent familles, trois familles par baraque, deux ou trois pièces exigües par famille. Il n'y a d'eau courante qu'à quelques bornes-fontaines au bout des allées, d'électricité que dans les allées principales. Une installation sanitaire dessert l'ensemble.

Les D. arrivent en ces lieux avec quelques vêtements et torchons pour seul bagage. Un mobilier minimum leur est fourni, extrait de dons recueillis par une œuvre d'entraide : table, chaises, lits, buffet.

Par la suite, ils se doteront d'un poêle à gaz butane que madame D. hésitera toujours à allumer : craignant une fuite, elle préfère cuisiner sur le poêle à charbon, qui ne chasse pas le gel de l'hiver et rend l'air irrespirable sous le soleil de l'été.

Beaucoup plus tard, la famille fera brancher l'électricité et s'achètera un poste de télévision. Celui-ci sera revendu l'année d'après.

gence aux logements économiques ou de logement (les PSR (1) ont été créés aux débuts de la rénovation urbaine, puis de la résorption de l'habitat insalubre). La pièce maîtresse de cette politique, c'est la cité de transit : habitat «éducatif» où l'on doit «apprendre à habiter»; habitat où une population mobile qui n'a pas le statut de locataire (ce sont seulement des résidents comme dans les foyers de travailleurs immigrés) est en transit. Par définition, on n'a



L'angoisse de l'incendie

La cité Sonacotra du pont de Bezons est construite au bord de la Seine, près d'une voie rapide, sur un terrain classé comme non-construcible. A côté, un vaste terrain vague qui n'a jamais pu être aménagé en terrain de jeu : le plan d'urbanisme le destinait à une zone industrielle.

C'est une cité métallique du même type que celle qui a brûlé à Saint Denis l'an dernier. Lors de notre passage dans cette cité, le gérant venait d'être brûlé par un retour de flammes dans la chaufferie. De crainte d'un incendie, des travaux étaient en cours pour élargir les entrées des immeubles, trop petites pour permettre une évacuation rapide des habitants. Un peu partout, des traces de feu, des cloisons ou des plafonds défoncés, d'où pendent des matériaux inflammables. L'angoisse au milieu des odeurs de gaz...

pas le droit de s'enraciner dans une cité de transit. A la base de cette politique, le rapport Trintignac définit clairement ses objectifs : adaptation, intégration et assimilation. Dans les textes 1972, la cité de transit y est définie comme «un ensemble d'habitations affectées au logement provisoire des familles dont l'accès en habitat définitif ne peut être envisagé sans une action socio-éducative destinée à favoriser leur insertion sociale et leur promotion».

Le contrôle social à domicile

Avec l'introduction de l'action sociale, la cité de transit symbolise le contrôle social qui s'étend sur la vie quotidienne, jusque dans le logement : le travailleur social vient apprendre au sous-prolétaire à «bien habiter son logement», à «bien payer son loyer», à «bien élever ses enfants»... Allant dans le sens du développement de l'action sociale «ouverte», la loi de 1974 pousse à l'extrême l'idée du transit en transformant les cités de transit en «centres d'hébergement». L'habitat du sous-prolétariat y est alors défini en termes similaires à ceux qui qualifient la prison ou l'hôpital psychiatrique. Il devient un véritable Quartier Haute Sécurité de l'habitat.

Les avatars du transit

Pourtant, dans la pratique, la réalisation de l'idée du transit sera victime de ses contradictions. Dans les 25 à 30000 logements construits selon ce schéma, on transite peu. Devenues bien souvent des cités-ghettos où la population se fixe dans l'attente d'un mythe de logement, les cités de transit sont marquées par le refus du transit ; une résistance de la population contre cet habitat de la mobilité et de la normalité que la bourgeoisie a voulu imposer.

(1) PSR : Programmes Sociaux de Relogement, sous-catégorie des HLM.

2000 d'Alsthom occupent la gare de Belfort

DE NOTRE CORRESPONDANT A BELFORT

Un meeting d'information a eu lieu mardi à 9 heures devant la porte principale et comme chaque jour, a regroupé plusieurs centaines de travailleurs. Les interventions syndicales ont entre autres précisé quelques chiffres. La revendication du 13^e mois coûterait à la direction 1,3 milliard alors que dans le budget de l'entreprise apparaît une «provision pour perte» de plus de 100 milliards. Ces informations chiffrées ont été reprises à l'émission de radio Alsthom à 12 h 30. En effet, radio Alsthom «au cœur du conflit» continue à émettre deux fois par jour, à 12 h 30 et à 19 h.

Mardi matin, une camionnette sillonnera les rues de la ville : «La population est invitée à se rendre à un meeting à la porte principale pour décider d'une action». 14 heures : 2000 personnes pour la plupart des Alsthomiens sont là. Après une brève prise de parole rappelant l'absence de volonté de négociation de la part de la direction des rendez-vous sont donnés pour le lendemain (mercredi) pour aller à Peugeot-Sochaux : «Rendez-vous à 10 h, il faut compter y rester environ 3 heures». L'heure de

cette intervention est bien choisie puisqu'il s'agit de l'heure où les gars vont à la cantine et ainsi, pourraient certainement s'engager des discussions intéressantes avec les gars de Peugeot.

Mardi matin, un objectif est fixé pour l'après-midi : la gare... «et ce coup-là on y reste jusqu'à ce que les flics interviennent!» disent certains ; non pas tant pour qu'il y ait affrontement mais pour que les médias se résignent à parler de la lutte pour «marquer le coup...»

L'OCCUPATION DE LA GARE

1500 à 2000 travailleurs se dirigent vers la gare. A 15 h, tous les quais sont occupés. A 15 h 30, la gare de triage puis toutes les voies sont bientôt bloquées. Les cheminots soutiennent la lutte et indiquent les points stratégiques pour un blocage efficace. 10 trains seront bloqués. 3 heures de retard pour le Paris-Bâle, 90 mn de retard pour le Lyon-Strasbourg et le Strasbourg-Lyon.

Les grévistes se sont adressés aux voyageurs et

ont distribué des tracts et des décapuleurs (cadeaux prévus par la direction pour les visiteurs du centenaire) et ont recueilli un soutien financier.

L'intersyndicale avait prévu de faire durer plus longtemps cette action et les travailleurs ne cachaient pas leur volonté d'aller plus loin dans la vigueur de cette action.

La question d'actions plus efficaces n'excluant pas le principe d'actions violentes, pourvu qu'elles soient comprises, est largement discuté par certains ouvriers qui commencent à être exaspérés par le silence de la direction... Et la décision de lever l'occupation de la gare, à 18 h, ne va pas sans polémique.

Cette occupation de la gare a été nettement plus offensive que la dernière fois. Elle a été également plus efficace puisque la fois précédente une voie restait libre où la plupart des trains étaient dérivés. Cette fois-ci, il y avait une nette volonté des travailleurs d'aller plus loin dans ce type d'action efficace.

Mercredi matin, il était prévu d'aller bloquer l'aérodrome de Fontaines à côté de Belfort où arrive une ligne venant de Paris.

Par ailleurs, dans le réfectoire de l'usine est com-

mencée une vaste fresque qui rappellera quelques bons moments de la lutte.

LE SOUTIEN SE DEVELOPPE

Autour d'Alsthom, il y a aussi mobilisation. Le comité de soutien regroupant CFDT, PS, PSU, LCR, OCT, Radio Ondes rouges, groupes femmes ainsi que le PCRml, a décidé de s'ouvrir à toute personne désirant soutenir concrètement la lutte et de lancer une vaste collecte «Une heure de salaire pour les grévistes d'Alsthom».

A Belfort, actuellement, ont lieu les «journées du cinéma des jeunes auteurs» ; la journée de mercredi est ouverte gratuitement, aux grévistes d'Alsthom. Jeudi, un film sera tourné parmi les grévistes et vendredi, il sera projeté toutes les heures dans une salle de la ville.

PRECISION

Notre correspondant précise que les collectes ont rapporté plus que ce qu'il nous avait été indiqué et que nous publions dans notre édition de mardi. En effet, la collecte sur le marché a rapporté 8 660 F et à Bull, plus de 6 500 F.

● Mouvement de grève des 8 usines Potain

Un mouvement de grève, pour la diminution du temps de travail, est engagé depuis le 4 octobre dans l'ensemble des usines Potain (matériel de levage). Les mouvements de grèves touchent les usines de Moulins, Lusigny et Commentry (Allier) ; la Clayette (Saône-et-Loire), Jassans (Ain), Montbrison (Loire) et Saint-Pierre-le-Moutier (Loire).

● SNECMA (Corbeil) : débrayage contre le «présentéisme»

3 000 métallurgistes de la SNECMA de Corbeil (Essonne) ont débrayé et manifesté mardi matin, devant la préfecture. Ils protestaient contre une clause de «présentéisme» qui figure dans la convention salariale signée par FO et la CGC.

Cette clause indique que des salariés absents plus de 10 jours dans l'année, ne verront pas leur pouvoir d'achat progresser. Il faut remarquer que parmi les motifs d'absence sont considérés : les arrêts de maladie, les accidents du travail, les dons de sang, les jours pour événement familial (mariages, décès), les soins d'enfants... et les jours de grève.

● Censure à Antenne 2

Depuis quelques jours, il n'y a plus de revue de presse au journal de 13 heures d'Antenne 2. Motif : la direction a refusé que le journaliste de service prenne comme sujet central l'affaire des diamants de Bokassa et Giscard. Devant la protestation des journalistes, qui s'amplifie, le PDG Ulrich, a fait savoir que «les journalistes devaient observer une attitude de réserve et de prudence», ajoutant qu'il s'agissait-là d'une sorte d'obligation de réserve, puisque Antenne 2 «a des attaches publiques dont nous devons tenir compte». Dans un communiqué, les journalistes SNJ, CFDT et FO dénoncent «la discrétion systématique sur les manifestations de l'opposition lors des voyages présidentiels», et «les blocages de la direction, lorsqu'il s'agit de traiter des suppressions d'emploi dans la sidérurgie».

34^e anniversaire de la fondation du Parti du Travail de Corée

UN COMBAT PERMANENT POUR L'INDEPENDANCE ET LA LIBERTE

Le 10 octobre de cette année a marqué le 34^e anniversaire de la fondation du Parti du Travail de Corée par Kim Il Sung. Selon les dirigeants coréens, le Parti du Travail, trouve ses origines révolutionnaires dans la lutte menée depuis plus d'un demi-siècle, en Corée. A ce sujet, Kim Il Sung, a souligné : «En ce qui concerne le développement, en toute indépendance, de la lutte révolutionnaire de notre peuple sous le véritable étendard marxiste-léniniste, le point de départ en a été constitué par la fondation en 1926 de l'Union pour abattre l'impérialisme. La mise sur pied de cette union, première organisation révolutionnaire communiste authentique dans notre pays, a constitué une proclamation historique, annonçant le nouveau départ de notre révolution». C'est sur la base de l'expérience de cette union qu'a pu être menée à bien, dès le début des années 30, la lutte armée de libération contre l'impérialisme japonais, lutte indépendante, adaptée aux conditions concrètes de la société coréenne, coloniale et semi-féodale et qui a abouti à la victoire de la libération.

APRES LA LIBERATION

C'est au lendemain de la Libération, que fut proclamée le 10 octobre 1945 la création du Parti communiste de Corée du Nord, quelques temps plus tard devait être créé le Parti du Travail par la fusion du Parti communiste et du Parti Néo-Démocratique. C'est sous la direction du Parti du Travail qu'ont été menées à bien, après la libération, dans la moitié nord du pays, les tâches de la révolution démocratique anti-impérialiste et anti-féodale, par exemple la réforme agraire ou la liquidation des survivances coloniales de l'impérialisme japonais, pour s'engager ensuite dans l'édification socialiste. C'est également sous la direction du Parti du Travail de Corée que le peuple coréen, mobilisé a repoussé l'agression de l'impérialisme américain et préservé la souveraineté de la jeune République populaire instaurée dans la partie nord.

Depuis cette période, le Parti du Travail a impulsé l'industrialisation de la Corée, développé l'agriculture sur la base des coopératives, permettant ainsi au pays d'acquiescer une solide base économique socialis-

te. Le Parti du Travail, a développé l'édification de la Corée selon une ligne de conduite indépendante, permettant à ce pays d'occuper une place importante au sein du mouvement du Tiers-Monde.

FACE AUX DEUX SUPERPUISSANCES

En ce moment, soulignant les commentaires publiés à l'occasion du 34^e anniversaire de sa fondation, le Parti du Travail, lutte activement «pour la victoire complète du socialisme et la réunification indépendante et pacifique de la Corée». Le Parti du Travail, indique-t-on, fait «tout son possible pour réunifier la Corée par la voie pacifique et pour assurer la paix et la sécurité du monde, du moment que la tension s'aggrave de jour en jour, à cause de la politique d'agression et d'ingérence des impérialistes américains».

Confrontés à la perpétuation de l'occupation de la moitié sud du pays, par l'impérialisme américain qu'ils combattent fermement, le Parti du Travail et la République populaire démocratique de Corée, en prenant en compte l'évolution de la situation inter-

nationale au cours des dernières années, ont adopté une ferme position contre les entreprises agressives de l'URSS et de ses alliés, tel que le Vietnam. Cette condamnation coréenne du «dominationnisme grand et petit», s'est encore traduite dernièrement, au sommet des non-alignés à La Havane, par l'opposition aux manœuvres castristes pour diviser le mouvement. «Le Parti du Travail, souligne un document qui vient d'être publié à l'occasion du 34^e anniversaire, fait tous ses efforts pour défendre le mouvement des non-alignés contre l'attaque de l'impérialisme et de tout autre dominationnisme et pour le faire gagner en ampleur et en force».

Ainsi, le Parti du Travail de Corée, sous la direction du Président Kim Il Sung, en conduisant la RPDC, sur la voie de l'édification socialiste à l'intérieur, et en s'opposant courageusement au plan international, aux entreprises impérialistes, et particulièrement des deux superpuissances apporte une contribution importante à la révolution mondiale.

QdP - HR
JP G

● L'équipe de direction du nouvel hebdo du PCF

Le PCF vient de faire connaître l'organigramme de direction du nouvel hebdomadaire qui succèdera à France-Nouvelle et à la Nouvelle-Critique. Sous la direction de Guy Hermier, c'est Jean Burles, membre du CC, qui en sera le rédacteur en chef. Il sera assisté de quatre rédacteurs en chef adjoints : Danièle Bleitrach, Michel Carozzo, François Hincker et Claude Prevost.

Jean-Michel Catala, ancien secrétaire des JC, a été recasé comme «directeur administratif». Le Nouvel Hebdomadaire, dont le titre n'est pas encore choisi, sera flaque d'un «conseil de rédaction», qui, se réunissant de temps à autre, donnera son avis et proposera des orientations. Parmi les premiers membres connus de ce conseil de rédaction, on note les noms de Bluwall, Elleinstein, Frioux, Goldring, Rayond Jean, etc... Il semble que les intellectuels «althusseriens» aient refusé d'en faire partie.

● Vietnam : missiles soviétiques tournés vers la Chine

L'armée soviétique poursuit sa politique d'installation de missiles tournés vers la Chine, à partir des territoires vietnamiens et laotiens. C'est ce que révèle Le Matin, en s'appuyant sur les révélations d'un militaire vietnamien, récemment arrivé en France. Selon lui, les premières installations de missiles, non loin de la frontière chinoise, au Nord-Vietnam, ont été complétées depuis deux ans par la construction de nouveaux sites sur le versant laotien de la cordillère annamitique. Il y aurait là une station de contrôle et de guidage-radar, ainsi que des sites de rampes de lancement mobiles pour des fusées stratégiques de moyenne portée, capables d'atteindre les centres de la partie méridionale de la Chine.